

PRESENTATION

Heureuse idée que de rééditer la conférence prononcée le 1er juin 1983 à la Sorbonne par le Père Joseph Wresinski, "Echec à la misère". Le texte était épuisé. Ce fut un événement auquel lui-même attachait avec raison une importance symbolique : pour la première fois, la voix des plus pauvres se faisait entendre dans une enceinte universitaire. Ce fut aussi un de ces actes qui, en France, ont modifié l'état des esprits comme le livre publié un peu plus tôt par René Lenoir sur les exclus. L'un et l'autre ont contribué à introduire dans l'opinion la notion d'exclusion. Si la dernière campagne présidentielle s'est en partie jouée sur le constat d'une fracture sociale et sur la détermination, plus ou moins affirmée, des divers candidats de tout faire pour la réduire, il n'est pas douteux que le Père Joseph et l'action d'ATD Quart Monde n'y sont pas étrangers. Autant de raisons pour relire ce texte et pour s'interroger douze ans plus tard sur son actualité.

Cette intervention s'inscrit dans le droit fil de ce qui était la préoccupation majeure du Père Joseph: faire entendre la voix des sans voix en harmonie avec son intuition fondamentale que la reconnaissance et la considération sont encore plus nécessaires que le partage des biens matériels. Pour ces deux raisons, l'Université a pour les exclus une importance stratégique. Le concours des médias serait-il aujourd'hui plus efficace encore que celui de l'Université pour arracher le Quart Monde à son isolement?

Toujours est-il que le Père Joseph déplore que celle-ci ait manqué à sa mission. Le reproche est double.

L'Université ne s'est pas intéressée aux exclus: elle n'a eu d'attention que pour le monde des travailleurs. L'observation est parfaitement juste: c'est un fait que la classe ouvrière a bénéficié exclusivement du sentiment de justice et de solidarité que le Père Joseph sollicite précisément en faveur du Quart Monde. L'idéologie a eu une part de responsabilité dans cette disparité de l'attention: la mission que le marxisme assignait au prolétariat des ouvriers d'industrie pour être l'instrument de l'histoire et accomplir la révolution qui mettrait fin à l'aliénation a eu pour corollaire du mépris pour le sous-prolétariat et une grande défiance à l'égard de cette fraction de la population soupçonnée de toutes les déviations politiques possibles. Le monde ouvrier a effectivement occulté l'existence du Quart Monde. C'est toujours vrai, les événements récents l'ont encore manifesté: les travailleurs qui ont fait grève en décembre 1995 et leurs organisations syndicales avaient pour préoccupation majeure la défense des droits acquis et ne se sont guère souciés des sans emplois. Dans leur majorité, le corporatisme inspirait davantage leur action que la volonté de mettre fin à l'exclusion.

Le second reproche adressé à l'Université est de ne s'être pas ouverte aux exclus et d'avoir jalousement gardé le privilège du savoir et de la culture dont la privation est plus grave que la frustration des richesses matérielles. Peut-être le Père Joseph surestimait-il les possibilités à cet égard de l'institution universitaire et attendait-il d'elle davantage que ce qu'elle est

en mesure d'offrir. Mais de toute façon l'analyse demeure actuelle et on peut même se demander si la situation qu'il dénonce n'est pas aujourd'hui plus critique qu'en 1983. En effet, si l'opinion a heureusement pris conscience du problème et si elle n'en prend plus son parti, la situation s'est plutôt aggravée à en juger par les chiffres couramment avancés pour dénombrer les exclus: ne parle-t-on pas aujourd'hui de quelque cinq millions? Pas seulement à cause de la crise, mais pour des raisons plus profondes et plus durables et qui ne sont pas sans relation avec l'éducation et le système scolaire. Plus augmente dans une société la proportion de ceux qui accèdent à une formation et à une culture, et plus aussi se creuse l'écart entre eux et ceux qui n'y sont pas admis et qui ont alors inévitablement un sentiment plus vif d'être rejetés.

Dans sa conférence, le Père Joseph notait déjà que le Quart Monde avait payé cher la démocratisation de l'instruction et pourtant, en 1983, le phénomène était moins avancé. Depuis, la décision des pouvoirs publics de porter à 80 % d'une tranche d'âge la proportion de ceux qui atteindront le "niveau du baccalauréat" a pour inévitable contrepartie que la situation des 20 % restants est plus inquiétante qu'auparavant : c'est le germe d'une fracture sociale. Autre chose encore va militer dans le même sens, que le propos du Père Joseph pressent: l'exigence croissante de qualification inhérente au progrès des technologies expose ceux qui, pour des raisons diverses, ne sont pas considérés comme capables d'acquérir une qualification, à l'éviction du système de production et par conséquent de la société. Comment les employer? Quelles tâches inventer pour les occuper?

Et que peut pour eux l'Université à qui la société demande de dispenser une formation de plus en plus qualifiante ? Il convient de lui donner acte de ses initiatives nombreuses et des efforts méritoires depuis un quart de siècle pour s'ouvrir à toute la population et mettre fin à une situation qui limitait son rôle aux seuls adolescents. Mais il faut aussi tenir compte de ce que l'Université connaît, elle aussi, depuis quelques années, une situation qui n'est pas sans analogie avec celle du Quart Monde. Il serait certes excessif de dire qu'elle a aussi ses exclus. Et pourtant! L'explosion des effectifs, qui conduit désormais aux portes des universités une majorité des classes d'âge et qui les submerge sous le flot d'une masse qu'elles ne sont plus en mesure d'accueillir convenablement donne à une proportion croissante de ces étudiants le sentiment qu'ils sont voués à être des laissés pour compte: ils ne sont pas loin de se considérer comme des exclus en puissance, condamnés à constituer un Quart Monde du savoir et de la culture.

C'est dire que le propos du Père Joseph garde toute sa force et est plus actuel que jamais. La question appelle plus que jamais une réflexion des universitaires sur leur devoir et leurs possibilités de faire "échec à la misère".

René REMOND

Président de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Janvier 1996.